

Chronique mensuelle de politique internationale

al-Katib al-Misri, décembre 1946

La politique mondiale, en ce mois de novembre passé, présenta deux visages véritablement distincts. Le premier, un visage véritablement familier, déjà connu des hommes depuis la propre fin de la dernière guerre mondiale : cette même lutte continue entre les vainqueurs, pour étendre leur propre autorité, et leur propre influence. Ce que les hommes voient désormais, de cette même lutte, demeure exactement ce qu'ils ont déjà vu, au cours des mois passés, voire tout au long de cette année passée aussi, que ses propres sujets particuliers, et ses propres formes, diffèrent, ou ne diffèrent pas. La Russie, par exemple, demeure véritablement déterminée à atteindre la Méditerranée, sa propre voie vers ce même but passant par le partage même de la défense des Détroits. Les Britanniques, et les Américains, redoutent véritablement cet même accès, et soutiennent plutôt la Turquie, qui souhaite préserver sa propre indépendance, et refuse de laisser les Russes partager avec elle la défense de ces mêmes Détroits.

Cette même question n'est pas non plus véritablement nouvelle — nous la connaissons déjà depuis longtemps, bien que les discours à son sujet ne cessent jamais. La Russie poursuit, pour la résoudre, des voies différentes, s'assouplissant par moments, se durcissant à d'autres, envoyant des mémorandums à la Turquie à un moment, à ses propres soutiens à un autre — de sorte que ce qui est véritablement dit se révèle vrai : que la Russie suscite, par précisément ce même problème, une guerre des nerfs véritablement épuisante. Ce qui importe véritablement, c'est que ce même problème n'a ni avancé, ni reculé : la Russie insiste encore, les autres refusent encore, et les journaux, et les dépêches télégraphiques, débordent encore de précisément ce même refus, et de cette même insistance.

La Russie, quant à elle, d'autre part, attaque, par ses propres moyens bien connus — la radio, la presse, et les rassemblements internationaux généraux, tels que la conférence de paix, et les Nations unies — la politique britannique, et américaine, qu'elle accuse de viser à étendre l'influence, au Moyen-Orient, et de viser à consolider un bloc autour du capitalisme, en Europe occidentale. Les Britanniques, et les Américains, attaquent la politique russe, par leurs propres moyens bien

connus, à leur tour, car elle abaisse, dans leur propre vision, un « rideau de fer » sur une partie de l'Europe, à l'Est, au Sud, et au Centre, menant, derrière ce même rideau, toute variété d'événements, que les Britanniques et les Américains décrivent comme un assaut contre la propre indépendance des nations, et un mépris pour la propre liberté des peuples. Les Russes, quant à eux, y voient une libération, pour les nations, et la réalisation véritable de précisément la liberté que l'homme devrait pouvoir jouir, en cette même époque moderne, une époque qui devrait être celle du droit, de la justice, et de l'égalité.

Le monde assiste à cette même guerre des mots, véritablement troublé par elle, incertain de sa propre issue, estimant que ces mêmes grandes puissances se disputent entre elles par de simples paroles, et toute variété de proclamation, simplement parce qu'elles en sont véritablement incapables de davantage, à présent — tandis que, tout au long de cela, chacune met sa propre maison en ordre, permet à son propre peuple de panser les blessures que la guerre passée lui a infligées, et se prépare, avec une minutie véritablement inquiétante, à quelque avenir, proche ou lointain.

Mais le monde ne se tient guère en simple spectateur craintif, méfiant, et railleur — il se tient, plutôt, en celui véritablement frappé par les propres effets, et conséquences, de cette même lutte, dans sa propre vie immédiate, et quotidienne. Le monde se trouve déjà divisé en sphères d'influence, dominées par les puissances victorieuses — et ces mêmes sphères sont elles-mêmes précisément le sujet même du différend, le champ même de la lutte. Il n'est donc que naturel que leurs propres intérêts immédiats se trouvent affectés, par toute rivalité, et tout conflit, existant entre les vainqueurs.

Il suffit de regarder le problème grec, par exemple : chaque membre de la nation grecque trouve sa propre vie quotidienne véritablement affectée par cette même lutte, entre les deux factions rivales parmi les vainqueurs. Certains avaient jadis cru que le référendum grec, sur le système même de gouvernement, mettrait un terme véritable à la tragédie que subissait le peuple grec — mais il est désormais devenu entièrement, clairement évident que le référendum n'a mis un terme à rien du tout, et pourrait bien avoir plutôt déclenché une tragédie encore plus véritablement terrifiante, et horifiante, que ce qui précédait le référendum lui-même. La guerre civile fait encore rage, en Grèce, sa propre violence ne faisant que s'intensifier, jour après jour.

Les Russes avaient déjà exigé, lors de la propre session précédente des Nations unies, que les Britanniques évacuent la Grèce — mais les troupes britanniques y demeurent encore stationnées, pour un terme dont nulle voie véritable ne permet encore de déterminer la propre fin, même à présent. Nous entendons désormais que le gouvernement grec actuel souhaite déposer une réelle plainte, auprès des Nations unies, contre ses propres voisins, qui attisent le trouble contre elle, et fournissent à la révolte en son sein toute la force dont elle a besoin — ces mêmes voisins étant les Yougoslaves, les Bulgares, et les Albanais, tous soumis à l'influence russe. Cela signifie donc que le grand peuple grec, qui se comporta si magnifiquement tout au long de la guerre, et méritait véritablement de récolter, des vainqueurs, un soin, une protection, et une sympathie véritables, souffre désormais, plutôt, à cause de ce même désaccord entre les vainqueurs, d'une misère véritable exposant ses propres fils à la pauvreté, à la faim, et à la mort, bien trop souvent.

L'histoire iranienne ne se révèle pas meilleure que l'histoire grecque : l'Iran avait à peine fini son propre différend avec la Russie, et trouvé quelque réel repos face au problème de l'Azerbaïdjan, qu'un différend éclata entre elle et les Anglais à la place, des troubles et des révoltes surgissant dans son propre Sud, à peine s'étaient-ils un tant soit peu apaisés dans son propre Nord. L'Iran se trouve donc dans précisément cette même position véritablement douloureuse, n'y trouvant ni repos, ni sécurité — car elle ne peut véritablement satisfaire à la fois les Russes, et les Anglais.

L'histoire de l'Orient arabe demeure bien trop claire, et bien trop hideuse, pour que nous ayons véritablement besoin de la mentionner, sans parler de nous y attarder longuement. Cette même lutte, entre les vainqueurs, expose le peuple turc, lui aussi, à un mal véritablement grand : il se trouve véritablement contraint de demeurer dans un état constant de peur, et de vigilance, préparé à toute urgence, maintenant sa propre armée en permanence sur le pied de guerre — ce qui lui coûte, en argent, bien plus qu'il ne peut véritablement supporter. On dit que le budget turc n'a jamais atteint le même niveau d'inflation qu'il atteint cette année même — et c'est le Turc individuel lui-même qui fournit à l'État tout l'argent dont il a besoin, le déduisant de ses propres dépenses de vie quotidienne.

Ce même visage familier, alors, parmi les visages même de la politique mondiale, ne satisfait guère les peuples, ni ne les ramène à la confiance, à la sécurité, et à la stabilité. Et quelle que soit la familiarité

de ce même visage, la persistance de l'affliction, et la continuité de l'épreuve, ne changent jamais leur propre nature véritable.

Quant au second visage de cette même politique mondiale, les hommes le franchirent plutôt à la hâte, bien qu'il puisse bien se révéler véritablement plus significatif, et véritablement plus lourd de conséquences, en politique internationale, qu'ils ne le réalisent eux-mêmes. Il ne fera, en tout cas, que renforcer davantage le premier visage, redoublant toute la violence déjà existante, dans la lutte entre les vainqueurs. Trois événements véritablement significatifs se produisirent, ce mois de novembre passé.

Le premier : le propre succès des républicains, aux élections des États-Unis. Les démocrates avaient déjà lutté contre la Russie, avec une intensité véritable, farouche, bien qu'ils demeurent le parti du progrès, avec quelque légère inclination vers la gauche — combien plus alors les républicains, qui représentent la droite, aux États-Unis, et demeurent le parti le plus véritablement conservateur, dans le maintien de la tradition économique capitaliste, le maintien de la tradition de fermeté en politique étrangère, et le maintien de la tradition faisant de l'intérêt matériel seul le fondement même de la gouvernance, et le fondement même des relations politiques étrangères ! Il ne demeure nul doute que la victoire républicaine ne fera qu'accroître l'obstination américaine, dans sa propre position envers la Russie, et renforcer toute la fermeté qu'elle a déjà montrée, jusqu'à présent.

Le second : la propre victoire des communistes, aux élections françaises. Nous ne devrions pas, cependant, exagérer notre propre estimation de la victoire même que les communistes ont obtenue, lors de ces mêmes élections : ils n'ont jamais obtenu la majorité qui leur aurait permis de gouverner seuls — s'ils l'avaient obtenue, la politique mondiale aurait basculé, d'une manière véritablement fondamentale, et significative. Ils n'ont même pas obtenu la majorité qui leur aurait permis de gouverner en coalition avec les socialistes — s'ils l'avaient obtenue, la France, et l'Europe occidentale avec elle, auraient bien pu s'orienter dans une direction véritablement inquiétante, sinon carrément alarmante.

Mais ils ont néanmoins obtenu une pluralité véritable, faisant de leur propre parti le plus grand de France, pendant plusieurs années consécutives, leur permettant d'exiger la présidence du Conseil elle-même, et leur permettant, aussi, de se dresser entre la France et toute dérive excessive vers la droite, et leur permettant, de surcroît, de

contraindre le gouvernement français à pousser la réforme sociale encore plus loin que les Français eux-mêmes ne l'ont poussée, depuis la propre libération de la France.

Tout élan vers la droite que la victoire républicaine, en Amérique, a véritablement produit, se trouve ainsi adouci, et atténué, par la victoire communiste, en France. On pourrait bien dire, alors, que tout ce que la Russie perd, par la propre victoire de la droite, dans l'Amérique lointaine, lui est véritablement compensé, par la propre victoire de la gauche, en France.

Quant à la puissance ayant véritablement perdu de ces deux mêmes élections ensemble, c'est la Grande-Bretagne — et elle a perdu sans nulle compensation du tout. Car le gouvernement gouvernant actuellement la Grande-Bretagne n'est nul gouvernement conservateur, capable de tirer une réelle fierté de la victoire républicaine en Amérique, ni de la victoire communiste en France — il demeure, plutôt, un gouvernement socialiste, véritablement, profondément craintif des conservateurs, véritablement, profondément haineux des communistes. La victoire de ces deux mêmes forces, alors, ne fait qu'affaiblir sa propre position, à travers le monde entier, et en Europe occidentale en particulier — elle affaiblit même sa propre position, au sein de la Grande-Bretagne elle-même : les conservateurs britanniques tireront une réelle fierté de la propre victoire des conservateurs américains, et les propres circonstances mêmes de la vie feront de la coopération, entre conservateurs des deux rives de l'Atlantique, une nécessité véritablement inéluctable, pour protéger les propres intérêts économiques, et politiques, de la Grande-Bretagne elle-même.

Il semble fort probable qu'il ne s'écoulera guère de temps, avant que les conservateurs britanniques ne prennent une réelle part au gouvernement, d'une manière ou d'une autre — à moins que les circonstances elles-mêmes n'exigent la dissolution de la Chambre des communes, afin que le peuple britannique puisse reconsidérer sa propre position, en politique mondiale, et en économie mondiale.

Le parti travailliste britannique, de surcroît, a déjà subi un choc véritablement violent, sur le plan théorique — ou, disons, plutôt, sur le plan de ses propres principes, ses propres vues, et leur propre capacité de fermeté véritable, sans parler d'une réelle propagation. Et cette même défaite lui vient des deux mêmes élections ensemble. En France, les socialistes subissent une défaite véritablement significative, et, avec

cette même défaite, s'évanouit l'idée même d'un bloc occidental — que les socialistes britanniques avaient jadis rêvé de former, parmi les partis socialistes d'Europe occidentale. La victoire conservatrice, en Amérique, embarrasse la propre position des socialistes britanniques, en Grande-Bretagne et à l'étranger à la fois, poussant ce même parti vers l'une de deux voies : soit il penche davantage vers la gauche, sacrifiant sa propre haine des communistes, soit il penche vers la droite, sacrifiant son propre fondement socialiste lui-même. Le résultat de tout cela est que le socialisme britannique — voire le socialisme mondial lui-même — a désormais véritablement pris du retard, par rapport au propre développement du monde, et demeurera, pour un temps plus ou moins long, un emblème véritable de modération, et de retenue, après avoir été, jusqu'à tout récemment, un emblème d'extrémisme, et d'excès.

Le troisième événement, survenu ce mois de novembre passé, et se révélant un troisième choc véritable pour le socialisme britannique, est précisément cette même révolte — ou, disons, plutôt, cette même rébellion — dans laquelle un nombre véritablement considérable de députés travaillistes se sont lancés, à la Chambre des communes. Les hommes ont déjà noté que le gouvernement britannique a pris cette même rébellion véritablement au sérieux, résolvant de demander un vote de confiance ; que le parti travailliste lui-même l'a prise au sérieux, résolvant de punir les rebelles ; et que les conservateurs britanniques l'ont prise au sérieux aussi, soutenant le gouvernement travailliste, au vote même. Cette même tempête passa donc, sans que le gouvernement britannique ne tombe — amenant les hommes à croire qu'elle était passée paisiblement. La vérité, cependant, en est véritablement, entièrement autre : elle a déjà produit une fracture véritablement significative, au sein même du parti travailliste, prouvant, d'abord, qu'une faction au sein de ce même parti s'irrite véritablement d'une politique étrangère hostile à la gauche russe ; prouvant, ensuite, qu'une autre faction, au sein de ce même parti, craint véritablement que les principes socialistes eux-mêmes ne perdent leur propre valeur, et leur propre force, par tout alignement, ou toute complaisance, envers les conservateurs ; et prouvant, enfin, que le parti socialiste britannique manque de la force véritable pour défier les conservateurs ouvertement, et continuellement, et manque de la force véritable pour imposer une discipline stricte à ses propres membres, les contraignant à se soumettre à ce que décident le gouvernement, et le propre organe administratif du parti. Le parti socialiste britannique ne possède, ni ne souhaite posséder, les mêmes moyens de discipline, et de sa propre préservation, que possède le parti communiste, d'une part, et le

parti conservateur, d'autre part.

Nous pouvons donc véritablement faire confiance au fait que cette même rébellion ne représente rien de plus que la toute première goutte de pluie, et que le parti socialiste pourrait bien se trouver véritablement contraint, tôt ou tard — en vertu de ses propres circonstances intérieures, et extérieures, à la fois — soit de partager le gouvernement avec les conservateurs, soit de le leur céder, à contrecœur.

Quant au propre effet de cet événement sur les affaires mondiales, à présent, il demeure véritablement, entièrement négligeable, à peine digne d'un réel compte. Mais le poète arabe ne se trompait pas, lorsqu'il disait :

*En vérité, le menu des affaires est précisément ce dont
le grand se trouve ému.*